tenir compte du problème de ces personnes et remédier à la situation où elles se trouvent depuis tant d'années.

Par ailleurs, il faut faire remarquer que bien des gens ont droit à des exemptions relatives aux dépenses faites hors de leur lieu de résidence. Je voudrais que le ministre donne l'assurance que le maximum de \$150 sera considéré séparément des exemptions pour de telles dépenses. C'est ce que j'ai cru comprendre, mais je voudrais le voir au hansard afin de rassurer tout le monde que c'est bien l'intention du gouvernement. Ce qui importe le plus de reconnaître, c'est que nous nous soucions tous vraiment des besoins de ceux qui ont des revenus fixes et qui touchent des pensions peu élevées. Il faudrait nous assurer qu'ils bénéficient de l'exemption de base de \$4,000.

Trop de gens dans notre société jouissent d'exemptions d'impôts en raison de contributions qu'ils font à divers groupes politiques. Nous en avons eu un bon exemple hier lorsqu'on a interrogé un des témoins qui comparait devant nous à Montréal. On lui a demandé s'il avait de fait contribué à la caisse d'un parti politique. Malheureusement, on ne lui a pas permis de répondre, le président du comité ne croyant pas qu'il nous appartenait de poser une telle question même si la personne en cause était prête à répondre. Il reste que trop de dons politiques sont déductibles. Si nous ne voulons pas que les gens se méfient les uns des autres, nous devons faire une réforme fiscale qui apportera les changements nécessaires et qui profitera à ceux qui en ont le plus besoin. Il ne faudrait pas l'appliquer de façon à ce qu'elle avantage certains mais pas les autres.

J'exhorte le gouvernement à examiner sérieusement la déduction générale faite sur les dépenses d'emploi et l'augmentation des exemptions de base pour que ceux qui, dans la société actuelle, ne peuvent vivre décemment soient en mesure de se lever et de regarder leur voisin en lui disant: «Je suis fier d'être canadien et de faire partie de la société canadienne».

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

M. G. W. Baldwin (Peace River): Oui, monsieur l'Orateur. Je suis heureux de participer au débat pour diverses raisons. Je remarque qu'un grand nombre de ministériels sont venus m'entendre parler, ce qui est inhabituel. J'espère qu'ils l'ont fait par esprit de dévouement. J'ai été ravi d'entendre les discours de mes amis assis à ma gauche, et je m'aperçois qu'ils sont revenus à l'or pur des

principes de leur parti. Après avoir écouté les discours prononcés à Winnipeg et vu ce qui s'y est passé, je me suis posé bien des questions pendant un certain temps. Le merveilleux discours que le député d'York-Sud (M. Lewis) a prononcé après avoir défait les Watkinistes hésitants et défendu si vigoureusement le statu quo, m'a fait prévoir la situation qui pourrait surgir si, Dieu nous en préserve, mes amis assis à ma gauche allaient un de ces jours tenir les rênes du gouvernement. Je vois assez bien le député d'York-Sud dans le rôle de ministre des Finances, en train de défendre un programme d'austérité.

● (3.30 p.m.)

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: Tout d'abord, monsieur l'Orateur, je voudrais aborder certains aspects de la procédure que l'on pourrait adopter bientôt cet après-midi, je l'espère, lorsque la Chambre, après un examen rapide de la question, jugera bon d'envoyer le Livre blanc à un comité. Je déclare bien franchement, monsieur l'Orateur, que nous devrions examiner soigneusement les méthodes adoptées dans le passé lorsqu'il s'agissait, pour un comité, d'engager le personnel voulu pour assurer un examen méthodique et approfondi des questions.

C'est faux et stupide de prétendre que la présence des spécialistes et du personnel, engagés par un comité, est toujours, ou du moins dans la plupart des cas, à l'avantage du comité et de tous ses membres. Ce n'est vraiment pas le cas. Je ne critique personne. Ce sont des choses qui arrivent. Mais la plupart du temps les spécialistes prolongent l'action du président et des députés ministériels qui l'appuient au sein du comité.

Il ne devrait pas en être ainsi. Notre régime est un régime d'opposition. Je ne dis pas cela pour critiquer; c'est dans l'ordre des choses, si nous voulons faire un examen sérieux et approfondi des problèmes. Le Parlement est là pour cela et quand cela arrive, quand les questions sont envoyées à un comité ou, en raison de son aménagement, il y a moyen d'assurer un contre-interrogatoire, de convoquer des témoins, de les interroger et de les contre-interroger, c'est toujours ce régime d'opposition qui est à l'œuvre, bien que de façon moins partisane qu'à la Chambre des communes. Je pense que les comités peuvent se montrer moins catégoriques de ce côté.

J'estime que, dans ce cas, dans une question visiblement aussi complexe et difficile que celle-ci, une question à laquelle le pays a témoigné un grand intérêt, il devrait être pos-